

COMMISSION DE LA CEDEAO

COMMISSION DE LA CEDEAO

Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation

ARAA



COMMISSION DE LA CEDEAO

Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation

RAAF

APPEL A CANDIDATURE

—————
\$\$\$\$\$\$

Pour le Sélection d'un actuaire pour la composante financement des risques au sein du programme de résilience du système alimentaire de l'Afrique de l'Ouest (FSRP).

Référence : **ARAA/FSRP/2023/SCI/015**

Date de publication : **05 avril 2023**

Date limite de soumission : **05 mai 2023 17 :00 GMT**

1. Contexte et justification

La CEDEAO compte plus de 360 millions d'habitants, dont environ 55 % vivent dans des zones rurales. Plus de 30 % de la population reste dans l'extrême pauvreté (en dessous du seuil de pauvreté international de 1,90 USD PPA par jour) et environ 60 % des pauvres tirent leurs moyens de subsistance en partie ou entièrement de l'agriculture. La situation est encore compliquée par l'impact du changement climatique sur la production alimentaire en exerçant une pression sur les rendements moyens et en augmentant la volatilité de la production. Ses effets devraient s'intensifier considérablement au cours des prochaines décennies. Le déclin actuel de la sécurité alimentaire est principalement dû aux interactions complexes du changement climatique, de la croissance démographique, de l'érosion des ressources naturelles, de l'incidence des conflits sur le fonctionnement des marchés et même des récoltes dans certains pays.

Le Programme de résilience du système alimentaire (FSRP) de la Banque mondiale est un vaste projet d'investissement régional (Opération de financement de projet d'investissement) conçu comme une approche programmatique en plusieurs phases (AMP) pour accroître la préparation contre l'insécurité alimentaire et améliorer la résilience des systèmes alimentaires dans les pays participants. Dans le cadre des composantes du projet FSRP, les activités de financement des risques font partie de la sous-composante C3.1 et visent à renforcer la capacité de la Réserve régionale de sécurité alimentaire (RRSA) à répondre aux crises alimentaires à l'aide d'un mécanisme de financement innovant qui servira de soutien à la réserve. L'instrument de financement des risques sera le premier du genre car la RRSA répond à l'insécurité alimentaire induite par des sources plus larges de crise alimentaire : événements climatiques, conflits, crises sanitaires (Ebola, Covid-19), chocs de prix soudains (par exemple, la crise alimentaire de 2008). En outre, plusieurs initiatives ex ante et ex post de gestion des risques agricoles et de sécurité alimentaire et de financement des risques existent en Afrique de l'Ouest aux niveaux national et régional. Il est donc nécessaire de renforcer la coordination et la collaboration afin de gérer les risques de manière proactive et de renforcer la résilience financière aux chocs des systèmes agroalimentaires.

La Commission de la CEDEAO recherche un actuaire pour rejoindre l'Unité de mise en œuvre du projet (PIU) pour la composante de financement des risques du FSRP. L'actuaire travaillera en étroite collaboration avec le conseiller résidentiel de ce projet pour superviser les aspects techniques de la solution de risque et jouera un rôle instrumental dans l'opérationnalisation de l'instrument sélectionné en coordination avec d'autres partenaires régionaux et l'équipe de la Banque mondiale.

2. Brève présentation du Programme

Initié dans le cadre de la mise en œuvre des engagements de la région, l'objectif de développement du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA/FSRP) est d'accroître la préparation à l'insécurité alimentaire et d'améliorer la résilience des acteurs du système alimentaire, des paysages prioritaires et des chaînes de valeur dans les zones du Programme.

La première phase du Programme couvre quatre (4) pays (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo) et des actions régionales portées par la CEDEAO, le CILSS et le CORAF. Le Programme est financé par la Banque Mondiale pour un coût d'environ 570 millions de dollars sur une période de cinq (5) ans. Il est organisé autour des cinq (5) composantes suivantes :

Composante 1 (gérée par le CILSS) : Services de conseil numérique pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires dont les objectifs principaux sont : (i) améliorer les systèmes d'aide à la décision avec des services d'information axés sur la demande afin d'accroître l'efficacité de la prévention et de la gestion des crises agricoles et alimentaires, en intégrant les données et en tirant parti de la science, de l'innovation et des technologies de pointe ; et (ii) renforcer la capacité régionale et la

durabilité institutionnelle, ainsi que la capacité d'adaptation au changement climatique.

Composante 2 (gérée par le CORAF) : Durabilité et capacité d'adaptation de la base productive du Système Alimentaire dont les objectifs principaux sont : (i) renforcer les systèmes de recherche agricole nationaux et régionaux ; (ii) renforcer l'environnement politique pour la gouvernance du paysage (politiques et réglementations multisectorielles inclusives pour éviter, réduire et inverser la dégradation des terres) ; et (iii) créer/renforcer des unités de paysage sous gestion intégrée capables d'atteindre durablement des objectifs multiples (production alimentaire, fourniture de services écosystémiques, protection de la biodiversité et amélioration des moyens de subsistance locaux).

Composante 3 (gérée par la CEDEAO) : Intégration des marchés alimentaires régionaux et commerce dont les objectifs principaux sont : (i) soutenir la préparation et la mise en œuvre de réglementation et de politiques régionales solides afin de faciliter le commerce de biens et d'intrants agricoles à l'intérieur et au-delà des frontières nationales en Afrique de l'Ouest à travers les principaux corridors, (ii) consolider le système de réserves alimentaires ; et (iii) soutenir le développement de chaînes de valeur stratégiques régionales, avec le potentiel d'impacts positifs tangibles sur la sécurité alimentaire et la nutrition régionales.

De manière spécifique, les activités qui seront menées par le Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO sont les suivantes :

1. Faciliter le commerce à travers les principaux corridors et consolider le système de réserve alimentaire :
 - a. Superviser le développement et la mise en œuvre de la fiche d'évaluation du commerce et du marché agricole de la CEDEAO (EATM-Scorecard) ;
 - b. Renforcer et rendre opérationnel l'Observatoire du riz pour l'Afrique de l'Ouest de la CEDEAO en améliorant sa capacité de coordination, de collecte de données et de communication régulière sur le développement de la chaîne de valeur du riz ;
 - c. Stimuler l'harmonisation des politiques commerciales régionales agricoles sur les questions critiques de résilience du système alimentaire ;
 - d. Soutenir le dialogue et la consultation politique multi acteurs de la CEDEAO. Le FSRP appuiera la capacité de facilitation de la CEDEAO à organiser des mécanismes inclusifs de dialogue et de consultation multi-acteurs, des négociations liées à la zone de libre-échange continentale et à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ;
 - e. Améliorer la performance des réserves régionales de sécurité alimentaire aux trois niveaux (local, national et Réserve régionale de sécurité alimentaire - RRSA).
2. Soutien au développement de chaînes de valeur stratégiques et régionales :
 - a. Améliorer l'organisation et le financement des chaînes de valeur régionales stratégiques ;
 - b. Promouvoir la compétitivité agricole et les infrastructures de marché, à travers le soutien aux plateformes commerciales agricoles régionales ;
 - c. Renforcer la coordination multi-acteurs et promouvoir un environnement favorable au secteur privé.

Composante 4 : c'est la Composante de réponse d'urgence contingente (CERC) qui est un mécanisme de financement des dépenses admissibles en cas d'urgence précipitée par une catastrophe naturelle. L'activation de cette composante permet de décaisser rapidement des fonds pour réduire les dommages causés aux infrastructures, assurer la continuité des activités et se remettre plus rapidement d'une catastrophe. À la suite d'une catastrophe majeure, le pays participant affecté, peut demander à la Banque mondiale de canaliser les ressources des autres composantes du FSRP vers le CERC. Comme condition de décaissement, un Manuel de réponses d'urgence (ERM) sera élaboré pour chaque pays, stipulant les

exigences fiduciaires, de sauvegarde, de suivi et de rapport liées à l'utilisation du CERC, ainsi que toute autre disposition essentielle de coordination et de mise en œuvre.

Composante 5 (gérée par la CEDEAO) : cette composante concerne la gestion du Programme qui délèguera le travail technique dans le cadre des composantes 1 et 2 aux organisations mandatées pertinentes (principalement le CILSS pour la composante 1 et le CORAF pour la composante 2). La composante 5 assurera une gestion efficace du Programme et un suivi attentif de la performance et de l'impact.

Dans le but de coordonner efficacement la composante 3 du programme, la CEDEAO envisage de mobiliser un consultant, Expert en intégration régionale et politique commerciale pour renforcer l'équipe de coordination du FSRP.

Le consultant sera basé à Abuja (Nigéria) au sein de la Direction de l'agriculture et du développement rural (DADR) de la Commission de la CEDEAO.

Les présents termes de référence décrivent les conditions de recrutement de ce consultant dans le cadre du Programme FSRP.

3. Description de l'emploi

L'actuaire rendra compte au coordinateur régional du FSRP à l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA /CEDEAO) et travaillera en étroite collaboration avec l'équipe de la Banque mondiale.

3.1- Champ d'application

L'actuaire sera responsable des activités suivantes :

- Participer à l'étude de faisabilité sur la réduction des risques de la réserve alimentaire régionale et l'examiner, et contribuer à la conception de solutions de risque viables pour faire face à la crise alimentaire due à divers événements déclencheurs, y compris, mais sans s'y limiter, les déficits de production dus au climat, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la volatilité des prix et les conflits, en s'appuyant sur des principes actuariels solides et sur l'expertise en matière de gestion quantitative des risques ; valider de manière indépendante les calculs proposés ;
- Diriger l'élaboration, en collaboration avec l'équipe de la Banque mondiale, d'un cadre systématique permettant d'évaluer et de démontrer dans quelle mesure la solution de transfert de risques sélectionnée est rentable pour la CEDEAO et les donateurs par rapport à d'autres solutions.
- Participer à l'examen des modèles de projection et de risque sur la base de discussions avec les parties prenantes du projet, les acteurs du marché (par exemple, les assureurs, réassureurs et investisseurs potentiels, etc.) et déterminer si le modèle proposé répond aux normes du secteur pour une transaction de transfert de risque. Il s'agira notamment d'examiner les données sous-jacentes, l'indice à utiliser pour le déclenchement, ainsi que la documentation et les résultats de la modélisation des risques ;
- Appliquer des techniques actuarielles avancées pour soutenir les décisions relatives au développement, à la tarification et au placement sur le marché des produits de transfert de risque qui répondent aux besoins et aux objectifs du projet ;
- Contribuer et maintenir à jour le manuel de mise en œuvre de l'instrument de transfert de risque

conformément aux procédures actuarielles et au manuel de procédures du projet.

- Administrer l'instrument de financement des risques qui soutient la réserve stratégique de céréales afin de garantir la solidité technique et financière et la durabilité du produit ;
- Coordonner avec les cabinets d'actuaire externes, les courtiers et les autres parties prenantes le travail analytique de base, la préparation et le placement sur le marché du produit de transfert de risque.
- Soutenir l'unité d'exécution du programme par des analyses et des conseils afin d'aider à définir le programme, gérer les relations avec les parties prenantes.
- Évaluer les lacunes techniques et définir les besoins de formation des principaux membres du personnel de la RRSa impliqués dans la transaction de transfert de risque, en étroite collaboration avec l'équipe d'assistance technique de la Banque mondiale.
- Collaborer avec l'équipe de la Banque mondiale et d'autres experts techniques pour organiser des activités, des séminaires et des ateliers de renforcement des capacités sur la conception, le développement et l'adoption d'instruments de financement des risques, ainsi que pour assurer le développement continu des capacités dans les domaines critiques fondés sur les besoins.
- Développer les données internes et la capacité d'analyse pour rendre opérationnels les projets de financement des risques dans la CEDEAO en 1) identifiant les lacunes dans la base de données/l'infrastructure analytique 2) construisant des feuilles de calcul utilisables avec des instructions claires étape par étape pour l'enregistrement et l'analyse des données 3) faisant des recommandations sur les investissements futurs.

3.2- Qualifications

- Diplôme minimum en mathématiques, actuariat, assurance, ingénierie ou autre domaine technique pertinent.
- Au moins cinq ans d'expérience dans la structuration et l'exécution de produits de transfert de risques paramétriques.
- Expertise en matière de qualité des données et de modélisation des instruments financiers concernés
- Une expérience de travail avec des entités publiques en matière de transfert de risques est un atout ;
- Excellente compréhension du financement des risques de catastrophes et des questions de sécurité alimentaire
- Connaissance des marchés financiers, des instruments de gestion des risques financiers, de préférence des instruments financiers publics et privés liés au climat (par exemple, financement contingent, réassurance traditionnelle, réassurance paramétrique, obligations catastrophes, titres liés à l'assurance) et des pools de risques catastrophes dans les marchés émergents et les économies en développement.
- Solides compétences informatiques permettant de développer des analyses et des présentations conviviales et percutantes (Word, Excel et PowerPoint) ainsi que d'excellentes compétences de présentation démontrant la capacité à présenter les résultats d'analyses complexes à des publics variés ayant des niveaux différents de connaissances techniques et d'expérience.
- Maîtrise de l'anglais et du français

- Disposition à voyager et à travailler à partir du bureau de la CEDEAO dans les pays selon les besoins.

4. Conditions générales pour le poste

4.1- Eligibilité et qualifications

La Commission de la CEDEAO, à travers l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA) invite par la présente les personnes physiques à manifester leur intérêt pour fournir les services requis en fournissant les informations démontrant qu'il possède les qualification requises l'expérience pertinente pour réaliser la mission. Les critères de qualifications et d'expériences mieux décrites dans les termes de référence.

L'attention des consultants intéressés est attirée sur la section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement sur la passation des marchés pour les emprunteurs IPF » de la Banque mondiale, juillet 2016 (« Règlement sur les marchés publics »), qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.

4.2- Lieu, durée et début de la mission

- L'expert sera basé à Lomé, au Togo, à l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA/CEDEAO) ;
- Un contrat de consultant sera signé pour des périodes de 12 mois renouvelables pendant toute la durée du projet, sous réserve de la disponibilité des fonds, de performances satisfaisantes et des besoins du projet ;
- Le début de la mission est prévu pour le deuxième trimestre 2023 ;
- Le poste est à temps plein ;
- Le consultant est tenu de s'abstenir de toute situation susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts dans le cadre de la mission.

4.3-Dossier de candidature

Les dossiers de candidature sont constitués des éléments suivants :

- Une lettre de manifestation d'intérêt signée, indiquant le délai de disponibilité ;
- Un curriculum vitae récent et signé détaillant l'expérience professionnelle et les missions similaires ;
- Trois références professionnelles (nom et prénom, fonctions actuelles et antérieures, adresse électronique et numéro de téléphone) ;
- Copie certifiée conforme du diplôme le plus élevé ;
- Copies des certificats de travail ou de service mentionnés dans le CV.

4.4- Dépôt des candidatures

- Date et heure limite de réception des candidatures : **05 mai 2023 à 17h00 GMT**
- Liens de soumission : les candidatures seront soumises par téléchargement à l'adresse Dropbox <https://www.dropbox.com/request/V06CGNnMfUYF2WSGiN89>
- Format des candidatures : la candidature doit être sous la forme de **fichier PDF**.

L'ARAA se réserve le droit de ne pas considérer les candidatures ne respectant pas les conditions de soumission ci-dessus.

4.5- Processus de sélection

Un consultant sera sélectionné selon la méthode de sélection de consultant individuel décrite par le « Règlement sur la passation des marchés. » de la Banque Mondiale. Une interview d'évaluation des connaissances, compétences et aptitudes pourra être organisée avec les meilleurs candidats. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. L'ARAA se réserve le droit de ne pas donner de suite au présent à manifestation d'intérêt.

4.6-Demande d'informations complémentaires

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires en écrivant aux adresses électroniques suivantes : procurement@araa.org cc : ctienon@araa.org, mnakorba@araa.org avec en objet « **SCI015- FSRP- actuair**e »

Le Directeur exécutif

SALIFOU Ousseini